



01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, protection, intégration	4
04 Contexte socio-politique - faits marquant	6
05 L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas	7



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

## 01 | Tendances migratoires

### Mouvements transnationaux

**Statistiques générales:** En 2023, Frontex a comptabilisé [380.000 entrées irrégulières dans l'UE](#) (+17% par rapport à 2022). L'augmentation la plus élevée a été constatée sur la route des Balkans occidentaux et de la Méditerranée orientale. Des chiffres en hausse (le plus élevé depuis 2016), mais qui font l'objet de critiques de par leur mode de calcul, puisqu'il se base sur les entrées nettes (une même personne qui tente de franchir une frontière à plusieurs reprises est comptabilisée autant de fois). Le comptage des arrivées irrégulières est plus fiable sur les routes migratoires maritimes telles que celles de la Méditerranée centrale et d'Afrique de l'Ouest, menant aux Canaries, les personnes pouvant difficilement faire des allers-retours en mer. L'agence note aussi une augmentation notable des ressortissant.e.s africain.e.s, notamment en provenance d'Afrique de l'Ouest, qui représentent désormais près de la moitié (47 %) de tous les personnes détectées.

**Nicaragua/Guinée:** la [route vers l'Amérique du Nord en passant par le Nicaragua](#) est de plus en plus utilisée par la communauté guinéenne. Des organisations de la diaspora, installées aux Etats-Unis, organisent des réseaux de solidarité pour les nouveaux arrivés.

**Côte d'Ivoire:** la tenue de la Coupe d'Afrique des Nations de football en Côte d'Ivoire est une

occasion pour mettre en lumière la [situation des jeunes aspirants footballeurs](#) qui, faute d'investissement de l'Etat dans le repérage et la formation des joueurs, se replient sur une foule de recruteurs peu scrupuleux.

**Niger:** depuis l'abrogation récente de la loi de 2015 criminalisant le trafic de migrants, [les traversées par Agadez direction l'Algérie reprennent](#). Cependant, la méfiance des transporteurs persiste, ceux-ci restent discrets et continuent d'emprunter les voies clandestines, au mépris des risques. Les associations espèrent que l'abrogation permettra de réguler le secteur et d'assurer ainsi la sécurité des personnes.

**Tunisie:** Un [nouveau trafic d'êtres humains](#) se multiplie dans le pays : des ressortissant.e.s subsahariens sont séquestrés par d'autres personnes migrantes à Sfax, la deuxième ville de Tunisie, en vue de rançonner leurs proches.



[Série de reportages courts \(format vidéo\)](#) réalisés au Sénégal pour tenter de donner quelques explications aux nombreux départs vers les Canaries depuis le pays ouest africain.

### The New Humanitarian |

Burkina Faso: reportage photographique sur la situation des [déplacé.e.s burkinabè.e.s à Ouagadougou](#).

### The New Humanitarian |

Article sur la situation des [personnes déplacées au Nigeria](#), et surtout l'importance des "tontines", système de solidarité communautaire, qui permet aux personnes de ne pas compter uniquement sur les aides diverses qu'elles reçoivent de la part des ONG.

## 02 | Contrôle et gestion des frontières

### Coopération & gouvernance

**UE/Pacte migration et asile:** [l'OIM](#) et le [HCR](#) se sont officiellement adressés aux gouvernements belge et hongrois - qui assureront la présidence tournante semestrielle du Conseil de l'UE en 2024 -, afin que ceux-ci garantissent la protection des droits énoncés dans le nouveau Pacte sur la migration et l'asile, soulignant l'importance de mettre en œuvre des garanties suffisantes pour garantir son efficacité. "*Les pratiques dangereuses, telles que le refus d'accès au territoire et le rejet de personnes, ne peuvent pas continuer*", précise le HCR.

**Vatican:** lors d'une [réunion avec les ambassadeurs au Vatican début janvier](#), le Pape François a abordé les problèmes urgents de la

guerre, de la pauvreté, de la dégradation de l'environnement et de l'exploitation des ressources, les identifiant comme des causes profondes poussant des milliers de personnes à abandonner leurs foyers à la recherche d'un avenir.

**Albanie/Italie:** Bloqué par une procédure judiciaire, [l'accord migratoire entre Rome et Tirana a finalement obtenu le feu vert de la Cour constitutionnelle albanaise](#). Après la probable ratification du texte par le Parlement, l'Albanie accueillera donc deux centres d'accueil pour les demandeurs d'asile secourus dans les eaux italiennes, malgré les nombreuses critiques visant le projet.

### Surveillance, refoulements

**Italie:** Dans un entretien au quotidien *La Stampa*, le ministre de l'Intérieur, Matteo Piantedosi, reconnaît que les objectifs fixés par le gouvernement italien en termes de [restrictions de l'immigration, n'ont pas été atteints](#). Il admet que la mesure phare du gouvernement qui interdit aux ONG d'effectuer plus d'un sauvetage à la fois et les oblige à rejoindre un port éloigné des zones de secours pour les débarquements,

n'a pas donné les résultats prévus. Mais il affirme que les collaborations de la Tunisie et de la Libye ont tout de même permis de bloquer les départs vers l'Italie de plus de 121 000 personnes. En 2023, le nombre de personnes ayant débarqué en Italie – originaires, pour la plupart, de Guinée, Côte d'Ivoire, Tunisie et Bangladesh -, soit 155 754, a augmenté de 50% par rapport à 2022.

**Maroc/Espagne:** L'armée marocaine a annoncé l'**interception** d'environ 87.000 personnes, originaires principalement d'Afrique subsaharienne en 2023 (70.000 en 2022). Depuis le réchauffement des relations diplomatiques entre Rabat et Madrid en 2022, le Maroc a fait de la lutte contre l'immigration irrégulière une de ses priorités. Pour autant, selon le [Ministère de l'intérieur espagnol](#), en 2023, près de 57.000 personnes sont arrivées en Espagne, un bond de 82% par rapport à 2022. En janvier, le [ministre de l'intérieur espagnol s'est une fois de plus rendu au Maroc](#), c'est la 14ème réunion avec son homologue marocain depuis 2018.

Au cours du mois de janvier, [Frontex a suspendu pendant 5 jours l'une de ses opérations en Espagne](#) en raison d'une série de désaccords pour renouveler le partenariat annuel: le différend portait sur la protection des données des migrants, dont l'Espagne ne souhaite pas abandonner la responsabilité et la propriété.

Par ailleurs, un [homme, âgé de 15 ans à l'époque des faits, a porté plainte devant le Comité des](#)

[Nations Unies contre la torture](#) contre l'Espagne, demandant réparation après le "drame de la plage du Tarajal", survenu en 2014, lors d'une tentative de passage depuis le Maroc vers Ceuta. Si les autorités espagnoles ont reconnu l'usage de "moyens de dissuasion" contre "l'agressivité" des migrants au moment des faits, l'autre version des événements pointe l'usage de balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, causant la mort par noyade de 15 personnes. Le plaignant avait été refoulé "à chaud".

**France:** Les préfectures du Pas-de-Calais et de la Somme ont installé un [nouveau barrage flottant](#) sur le fleuve qui se jette dans la Manche, espérant ainsi empêcher le phénomène des "taxi-boats" - des petits canots pneumatiques partant du sud du littoral avant de récupérer des migrants vers les plages du nord - qui est monté en puissance ces derniers mois. Pour esquiver les patrouilles de police, les zones de départ se déplacent de plus en plus au sud, donc plus loin, ce qui fait redoubler les risques.

## Disparitions, sauvetages

**Bateaux fantômes:** Les ONG alertent régulièrement sur les ["bateaux fantômes"](#), des embarcations avec lesquelles les ONG perdent le contact. Repérés dans un premier temps du haut d'un avion de surveillance ou grâce à un appel d'Alarm Phone, ces canots attendent parfois plusieurs jours la venue des autorités/secours. Les embarcations sont donc livrées à elles-mêmes, en pleine mer, à la merci des intempéries. Il arrive que ces embarcations retournent en Tunisie ou en Libye, ou arrivent en Europe sans que personne ne le sache. Ainsi, lorsque le contact avec les bateaux est rompu, cela ne signifie pas forcément que les gens disparaissent. Les naufragés des "bateaux fantômes" restent aussi invisibles aux yeux des institutions, car ces drames ne sont pas pris en compte dans les bilans des victimes de l'OIM.



[Rapport annuel de l'association Caminando Fronteras](#) qui fait état d'au moins 6.618 personnes mortes ou disparues sur les routes migratoires qui mènent à l'Espagne, c'est un record (hausse de 177% par rapport à 2022). L'OIM, elle, évoque 1.200 morts, mais [reconnait qu'il y a sûrement plus de morts que ce que révèlent ses statistiques](#). Caminando Fronteras s'appuie sur les appels de détresse des migrants en mer ou de leurs familles pour élaborer ses rapports. L'OIM quant à elle répertorie "tous les naufrages dont on est certain à 100% ».

## Enfermement / détention / transit

**France/Mayotte:** lancement du [démantèlement d'un camp installé dans le stade de Cavani](#), où survivaient près de 350 personnes, et qui devrait prendre plusieurs mois. L'occupation de ce stade par des personnes exilées, dont la moitié est bénéficiaire de la protection internationale ou demandeuse d'asile, cristallisait depuis des mois de très fortes tensions dans l'archipel français. La grande majorité de ces personnes sont

originaires de la région des Grands lacs et de la Corne de l'Afrique.

**Italie:** un rapport mené par le parquet de Potenza, dans le sud de l'Italie a dénoncé fermement les [conditions de vie dans le centre de rétention de Palazzo San Gervasio](#). En vue de « contrôler l'ordre public », des personnes, enfermées dans la structure avant leur expulsion, étaient forcées d'ingérer des médicaments,

pouvant les rendre dépendants. Des violences physiques et des manquements dans l'accès aux services sanitaires, linguistiques et juridiques ont également été relevés. Le centre a été fermé en 2022. Un autre centre de rétention est également visé par la justice. Une enquête a

aussi révélé en décembre 2023 que les conditions de vie dans un CPR de Milan étaient aussi particulièrement difficiles. Malgré ces révélations, de nouvelles structures de ce type devraient bientôt voir le jour...

## Expulsions / retours / relocalisations

**Niger/Algérie:** Entre le 1er et le 17 janvier, 1.939 personnes ont été [expulsées par l'Algérie dans le Sahara à la frontière nigérienne](#), une zone appelée "Point zéro". Du jamais vu, selon le collectif Alarme Phone Sahara qui a effectué le recensement. Parmi les personnes expulsées, certaines habitaient en Algérie, d'autres avaient déjà été expulsées de Tunisie, Libye ou du Maroc.

**Espagne/Maroc:** La Cour suprême espagnole a confirmé que [l'expulsion de près de 50 mineurs marocains de Ceuta vers le Maroc](#), effectuée par les autorités espagnoles en août 2021, était illégale en raison du "non-respect absolu" des dispositions de la loi sur les étrangers. Cette loi exige, avant de procéder à un retour : l'ouverture d'une procédure administrative individuelle, le recueil d'informations, la tenue d'une audience si le mineur est suffisamment mature, ainsi que l'intervention du ministère public. Rien de tout cela n'a été respecté à cette occasion. En mai de cette même année, plus de 10.000 personnes étaient entrées dans l'enclave espagnole, dont

de nombreux mineurs marocains. Cette décision n'entraîne pas de sanctions mais devrait faire jurisprudence.

**Allemagne:** alors que le nombre de demandeurs d'asile ne cesse d'augmenter, le Bundestag a adopté [un projet de loi afin d'accélérer l'expulsion des demandeurs d'asile déboutés](#) vers leur pays d'origine.

**Italie/Libye:** Un [corridor humanitaire a été acté entre Rome et Tripoli](#) pour assurer l'évacuation de 1.500 personnes vers l'Italie. Les transferts, qui s'étaleront sur trois ans, visent en priorité les femmes, enfants et personnes vulnérables. Sont impliqués : les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères des deux pays, le HCR, ainsi que des organisations de la société civile comme l'ONG Arci, et religieuses comme la Communauté de Sant'Egidio et la Fédération des Églises évangéliques. Le dernier protocole de ce type avait été signé en 2021.

## 03 | Accueil, protection, intégration

### Asile, Séjour

**France:** La **nouvelle loi immigration et asile**, adoptée en décembre par l'Assemblée Nationale, continu de causer des remous. En vue de la décision très attendue du Conseil Constitutionnel, [plusieurs manifestations en opposition au texte](#) ont été organisées dans le pays. Finalement, plus de 30 mesures ont été totalement ou partiellement censurées par le « conseil des Sages », estimant qu'elles n'avaient pas leur place dans le périmètre de ce texte de loi, comme : la limitation de l'accès aux prestations sociales pour les étrangers, le resserrement des critères du regroupement familial ou encore la "caution retour" étudiante.

Pour autant, cela n'a pas empêché la [promulgation de la loi](#).

Par ailleurs, dans un [rapport publié début janvier et qui détaille la "politique de lutte contre l'immigration irrégulière"](#), la Cour des comptes juge l'administration française "inefficace" et invite les autorités à recalibrer leur stratégie, jusqu'à présent principalement centrée sur la délivrance massive d'Obligations de quitter le territoire français (OQTF).

Sur le plan **statistique, en France en 2023**, on constate :

- ▶ une [hausse de 1,4% du nombre de premiers titres de séjour délivrés à des étrangers non européens](#), essentiellement - dans cet ordre

- : des étudiant.e.s, des personnes bénéficiant du regroupement familial, des salarié.e.s et des personnes réfugiées. Cette tendance répond à la volonté du gouvernement de favoriser l'immigration économique et de limiter l'immigration familiale. Les principales nationalités représentées sont les ressortissant.e.s du Maroc, d'Algérie, de Tunisie et de Chine.

- ▶ une hausse de 10% du nombre d'expulsions, même si cela reste encore inférieur aux chiffres pré-COVID. Avec l'Allemagne et la Suède, la France fait partie des trois pays en Europe qui procèdent le plus à des éloignements.
- ▶ 34.000 étrangers en situation irrégulière régularisés.
- ▶ Hausse des [demandes d'asile](#) de 8,6 % (142.500 demandes), qui reste pour autant loin de celles observées en Allemagne (+51 %) et en Espagne (+37 %).

**Espagne:** Dans un contexte de forte hausse du volume des demandes de protection internationale, la [Croix-Rouge espagnole a annoncé son retrait temporaire de l'aéroport de Madrid-Barajas](#), où elle officie pour aider les demandeurs d'asile. Depuis longtemps, l'organisation dénonce les conditions d'accueil, notamment le manque d'espace (400 personnes en attente dans trois salles, d'une capacité totale d'environ 120 personnes) et d'hygiène. Récemment, le nombre de personnes en provenance du Sénégal et du Maroc, faisant

«escale» en Espagne pour finalement y demander asile, a fortement augmenté. En réaction, parmi les mesures prises par les autorités, à partir du 19 février 2024, les [ressortissant.e.s sénégalais.e.s en transit dans les aéroports espagnols devront présenter un visa](#) à leur arrivée.

**RU:** malgré la [validation par la chambre des Communes](#) une semaine auparavant, la [chambre des Lords a finalement rejeté le traité signé avec le Rwanda](#), visant à expulser les migrants arrivés au Royaume-Uni par la Manche, demandant au gouvernement de repousser la ratification du dit traité tant qu'il n'a pas été effectivement démontré que le Rwanda est un pays d'accueil sûr pour les personnes exilées. Contrairement aux membres élus de la Chambre des communes, les Lords n'ont pas le pouvoir d'en bloquer la ratification. Mais le vote de cette motion, à laquelle le gouvernement devra apporter une réponse, laisse présager de nouvelles difficultés pour ce projet de loi.

Par ailleurs, malgré les affirmations du Premier ministre britannique qui assure que son gouvernement a résorbé le retard dans les décisions d'asile, [près de 100 000 personnes attendent toujours l'examen de leur dossier au Royaume-Uni](#). Si 112.000 dossiers ont bien été traités en 2023, parmi eux, environ 35.000 ont été classés comme "non procéduraux", et donc effacés du décompte final. Ce retrait représente quand même 31% des décisions d'asile.

---

## Accueil, protection

**Espagne:** : A l'occasion de la création de la Commission interministérielle des migrations, [l'ONG Save the Children a diffusé un communiqué](#) appelant les autorités à se concentrer sur les besoins des enfants étrangers non accompagnés arrivés en Espagne en 2023, leur nombre a doublé en une année.

**France /EJNA:** verdict du tribunal correctionnel de Paris qui condamne à des peines d'un à six ans de prison ferme, assorties d'amendes allant de 5 000 à 8 000 € et d'interdiction définitive de territoire français, les [membres d'un réseau algérien, jugés pour "traite d'êtres humains" sur des mineurs isolés étrangers](#). Ils sont accusés

d'avoir capté, exploité et drogué des enfants, marocains en majorité. La plus jeune victime avait 7 ans, l'un d'entre eux est mort.

**UE:** dans une récente résolution, [l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe appelle à lutter contre le discours de haine](#) et les préjugés en matière d'immigration pendant les campagnes électorales. L'Assemblée a souligné que le thème de la migration et de l'asile ne peut être limité aux questions de sécurité et a appelé les politiques et les médias à évaluer les conséquences que de telles restrictions peuvent avoir sur la cohésion sociale et l'ordre public.

### Afrique du Nord

**Maroc:** La [présidence du Conseil des droits de l'homme de l'ONU](#) pour 2024 revient finalement au Maroc. C'était au tour du groupe africain de présenter cette année un candidat.

Par ailleurs, lors d'une rencontre à Marrakech, le Maroc a présenté au Burkina Faso, au Mali, au

Niger et au Tchad, un [projet pour ouvrir le Sahel à l'Atlantique](#), visant ainsi le désenclavement de ces 4 pays. Les financements du projet, qui concernerait principalement les réseaux de transport et de communication, ne sont pour le moment pas assurés.

### Afrique de l'Ouest

**Aide au développement:** les [montants d'aide au développement et les investissements](#) à destination de l'Afrique sont en nette diminution. Les raisons : forte hausse des taux d'intérêt d'emprunt des Etats à travers le monde, suite à la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine; diminution des pays contributeurs à l'aide au développement et des montants accordés ; situation politique dans le Sahel...

**Cédéao:** Le 28 janvier, le [Mali, le Burkina Faso et le Niger ont annoncé leur « retrait sans délai » de la Cédéao](#). Les trois juntas au pouvoir justifient ce choix par les « *sanctions illégales, illégitimes, inhumaines et irresponsables* » que leur a imposées l'organisation régionale, « *devenue une menace pour ses Etats membres et les populations* ». Depuis sa création en 1975, seule la Mauritanie s'était retirée de la Cédéao en 2000.

**Burkina Faso:** [dans un rapport, l'ONG Human Right Watch](#) accuse l'armée burkinabée d'avoir tué des dizaines de civils lors de 3 frappes de drones qui ont eu lieu entre août et novembre 2023. Ces frappes étaient censées viser des groupes djihadistes. Le rapport affirme également que, pour survivre, des habitants sont parfois contraints de collaborer avec les djihadistes qui contrôlent ces zones.

**Côte d'Ivoire:** au nom de la sécurité alimentaire du pays, [suspension depuis le 15 janvier et pour six mois, de l'exportation des principales denrées vivrières du pays](#). Le gouvernement dénonce la « *spéculation sur les produits [...] et dit craindre une longue saison sèche cette année* ». Pour autant, cette mesure est contestée par les producteurs qui soulignent que les produits

concernés ne sont exportés que très marginalement.

**Guinée:** après l'incendie de décembre dernier, le gouvernement a annoncé une [normalisation progressive de l'approvisionnement du pays](#) en gasoil grâce à l'arrivée d'un navire pétrolier dans le port de Conakry.

Par ailleurs, la Guinée connaît depuis plusieurs semaines, pour cause de "problème sécuritaire", de [sévères restrictions d'accès à Internet](#) et depuis des mois des [mesures contre la presse](#).

**Mali:** La junte malienne a annoncé la « [fin avec effet immédiat](#) », de l'accord d'Alger signé en 2015 avec les groupes indépendantistes à dominante touareg du nord du pays, longtemps considéré comme essentiel pour stabiliser le pays. L'accord était déjà considéré comme moribond depuis la reprise en 2023 des hostilités. Le chef de la junte, Assimi Goïta avait annoncé début janvier la mise en place d'un « *dialogue direct inter-malien pour la paix et la réconciliation, afin d'éliminer les racines des conflits communautaires et intercommunautaires* » et pour « *privilégier l'appropriation nationale du processus de paix* ». Cette proposition avait été rejetée par la rébellion touareg.

**Niger:** Pour endiguer l'exportation illégale de l'or, le [Niger suspend les permis miniers dans le pays](#). Cet arrêt temporaire doit officiellement permettre de faire un état des lieux des exploitations aurifères, principalement informelles, et inciter les orpailleurs artisanaux à se déclarer. En revanche, le [projet pétrolier](#) qui avait été suspendu au moment du putsch fin juillet, devrait reprendre très prochainement

avec la mise en service d'un oléoduc de 2000 km jusqu'au port de Sèmè-Podji, au Bénin.

**Sénégal:** en vue des prochaines élections présidentielles (1er tour prévu le 25 février prochain), le Conseil constitutionnel sénégalais a publié une [liste définitive de vingt candidats](#), sur

laquelle ne figurent ni Karim Wade, fils de l'ex-président Abdoulaye Wade, ni Ousmane Sonko, leader des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), parti dissous en juillet dernier, alors qu'il était parmi les grands favoris de ce scrutin.

## Afrique de l'Est

**Ethiopie:** Plus d'un an après la fin de la guerre civile, [près d'un millier de personnes sont mortes de faim dans la région du Tigré](#), 2 millions d'habitants souffrent de malnutrition aiguë. Une situation qui découle de la sécheresse et du manque d'aide humanitaire, et qui pourrait s'étendre à l'Amhara voisine. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'USAID avaient suspendu leurs distributions de nourriture dans le pays entre juin et la mi-décembre après la découverte d'un vaste scandale de détournement orchestré par les autorités éthiopiennes. L'Ethiopie est le plus grand bénéficiaire d'aide alimentaire américaine au monde. Depuis la reprise des aides en décembre, le PAM ne livre qu'environ 20 % de l'aide requise, car il teste un nouveau processus d'attribution.

**Somalie:** La Somalie a signé une [loi annulant l'accord entre le Somaliland et l'Ethiopie pour un accès à la mer Rouge](#), le jugeant "illégal". Avec ce « *protocole d'accord* » signé le 1<sup>er</sup> janvier, la région

du Somaliland [entendait octroyer à l'Ethiopie l'accès à 20 km de ses côtes pour une durée de cinquante ans, via un accord de « leasing »](#). Le Somaliland, république autoproclamée depuis 1991, imprimant sa propre monnaie et délivrant ses passeports, est privée de reconnaissance internationale, ce qui la maintient dans un certain isolement. Deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, l'Ethiopie cherche depuis trente ans à retrouver un accès à la mer.

**Soudan:** les Nations unies alertent sur le [massacre de 10.000 à 15.000 personnes, principalement issues de la communauté massalit](#), tuées par les paramilitaires du général « Hemetti » (en guerre contre l'armée régulière soudanaise dirigée par le général Abdel Fattah Al-Bourhane,) dans la ville d'Al-Geneina, à l'ouest du Darfour. Les combats au Soudan entre l'armée et les paramilitaires ont [déplacé « près de 8 millions » de personnes selon le HCR](#).

## Mobilités et environnement

**RDC et Congo Brazzaville:** 14 des 26 provinces de la RDC ont été affectées par de [très fortes inondations](#) début janvier, conséquence des pluies diluviennes qui ont provoqué une crue du fleuve Congo. Depuis le 10 décembre 2023, les inondations ont fait au moins 300 morts sur l'ensemble du territoire. Au [Congo Brazzaville](#), ce sont les  $\frac{3}{4}$  des départements du pays qui ont été touchés, Plus de 350.000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence selon OCHA. Le fleuve Congo a atteint son niveau le plus élevé depuis plus de soixante ans, poussant les riverains à se déplacer.

## 05 | L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas

Plusieurs nouveaux articles à consulter sur la page internet du RAEMH !

Retour de mission de nos collègues de Côte d'Ivoire en France [ici](#),

Un podcast pour en savoir plus sur le travail de la Maison du migrant et le contexte de Gao, au Mali [ici](#),